

**Appel mondial des autorités locales
en faveur du traité contraignant de l'ONU**

bindingtreaty.org

Villes pour les droits humains



Apportez votre soutien à un processus historique de lutte contre l'impunité des multinationales.

Les villes sont en première ligne des défis contemporains les plus urgents, faisant face à la crise climatique et à l'augmentation des inégalités. Les autorités locales du monde entier sont de plus en plus engagées dans la promotion des droits humains et du droit à la ville. Cependant, l'absence de régulation d'acteurs clés tels que les sociétés transnationales entraîne des distorsions majeures dans l'accès aux droits humains de nombreux habitant·es des villes - du droit au logement au droit à l'eau ou à un environnement sain, parmi bien d'autres. Si cette situation interpelle sur le pouvoir d'agir des autorités locales et des communautés de par le monde, les autorités locales **réaffirment leur engagement en faveur d'une vision commune, celle de « Villes pour les droits humains, pas pour le profit ».**

Un processus historique

En 2014, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a créé un [groupe de travail intergouvernemental](#) chargé d'élaborer un traité contraignant pour réglementer l'activité des sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits humains. Depuis lors, chaque année, les États sont invités à participer aux Nations unies à un nouveau cycle de négociations sur le traité.

Ce qui est en jeu

L'enjeu est l'adoption d'un traité juridiquement contraignant pour mettre fin à l'impunité des multinationales et réglementer l'activité des entreprises contre la destruction de l'environnement, les abus et les violations des droits humains. Un traité des Nations unies permettrait aux États de **s'accorder universellement sur les éléments réglementant la conduite des sociétés transnationales dans le droit international des droits humains**, et de poser les bases d'un accès effectif à la justice pour celles et ceux qui souffrent des pratiques abusives des entreprises.

Bien que l'urgence sociale, environnementale et climatique appelle des mesures audacieuses à cet égard, certains États se refusent à signer un tel traité contraignant, voire s'y opposent. Néanmoins, plusieurs États du Sud défendent fermement le processus et montrent la voie à suivre pour réglementer de manière adéquate les activités des sociétés transnationales.

La crise du COVID-19 - qui a accru la vulnérabilité et les souffrances des travailleur.euse.s et des communautés tout au long des chaînes de valeur mondiales - nous rappelle brutalement pourquoi nous ne pouvons tarder à nous attaquer aux violations des droits humains commises par les sociétés transnationales au niveau international.

Le rôle des villes et des autorités locales

Les autorités locales sont de plus en plus confrontées aux violations des droits humains résultant du pouvoir des multinationales. De la financiarisation du logement à la pollution de l'environnement urbain, en passant par l'impact de l'économie de marché ou la privation du droit à l'eau, de plus en plus de collectivités locales, aux quatre coins du monde, peuvent comprendre comment l'impunité des multinationales affecte la vie de leurs concitoyen.nes. La plupart du temps, elles ne sont pas en mesure de traiter ces violations des droits humains et du droit à la ville.

En conséquence, les villes et les communautés unissent leurs forces par le biais de réseaux et d'initiatives communes afin d'augmenter le nombre d'espaces démocratiques locaux et d'élaborer des alternatives concrètes aux modèles de développement économique et urbain qui renforcent l'exclusion et les inégalités. Afin de permettre à ces initiatives de s'épanouir et de progresser vers un paradigme du Droit à la Ville qui appréhende les villes comme des biens communs appartenant à toute.s les habitant.es, et dans lequel tou.tes peuvent produire et profiter des services et des opportunités qu'ils.elles ont à offrir, les autorités locales se joignent à l'appel mondial en faveur du Traité contraignant et appellent toutes les parties prenantes à soutenir également cette initiative.



À l'occasion de ce tournant historique, les représentant-es des autorités locales - des maires et conseillers municipaux - décident d'unir leurs forces à celles de milliers de mouvements sociaux, de communautés affectées et d'organisations non gouvernementales, de défenseurs des droits humains et de l'environnement, de syndicats et de parlementaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Europe pour inciter les États - et les organisations régionales - à s'engager activement dans ce processus des Nations unies. Ces représentant-es demandent aux États d'œuvrer à l'élaboration d'un instrument international efficace et juridiquement contraignant afin que les droits civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels des personnes soient garantis dans le monde entier, et qu'ils priment sur le profit.

En tant que représentant.e élu.e, je rejoins ce mouvement mondial afin de mettre un terme à l'impunité des multinationales et protéger les droits humains et l'environnement ! **bindingtreaty.org**



PREMIERS SIGNATAIRES

Ada Colau, Maire - **Barcelone**, Espagne | Musa Hadid, Maire - **Ramallah**, Palestine | Michèle Rubirola, Maire - **Marseille**, France | Willy Demeyer, Maire - **Liège**, Belgique | Jeanne Barseghian, Maire - **Strasbourg**, France | Sahra Mirow, Membre du conseil municipal - **Heidelberg**, Allemagne | Christophe Teisseire, Membre du conseil municipal - **Paris**, France | Nuria Parlon, Maire - **Santa Coloma de Gramenet**, Espagne | Eric Piolle, Maire - **Grenoble** - France | Idoia Buruaga, Maire - **Elorrio (Basque Country)**, Espagne | Danielle Dambach, 2nd Vice-Chair - **Strasbourg Eurométropole**, France | Iago Martínez, Membre du conseil municipal - **A Coruña**, Espagne | Caroline Saal, Membre du conseil municipal - **Liège**, Belgique | Anne Vignot, Maire - **Besançon**, France | Léonore Moncond'huy, Maire - **Poitiers**, France | Emmanuelle Pierre-Marie, Maire XII District of **Paris**, France | Martine Aubry, Maire - **Lille**, France | Alde Harmand, Maire - **Toul**, France | Patrice Leclerc, Maire - **Gennevilliers**, France | Jean-François Caron, Maire - **Loos-en-Gohelle**, France | Guy Dallard, Maire - **Domas**, France | Henri Bouchet, Maire - **St. Martin le Colonel**, France | Marc Gricourt, Maire - **Blois**, France | Bertrand Kling, Maire - **Malzéville**, France | Maryse Caujolle, Membre du conseil municipal - **Blagnac**, France | Marie-Pierre Bes, Membre du conseil municipal - **Blagnac**, France | Xavier Normand, Maire - **Castanet-Tolosan**, France | Dominique Gambier, Maire - **Déville-lès-Rouen**, France | Pascal Legoux, Membre du conseil municipal - **Châtenoy-le-Royal**, France | Dominique Poinsard, Membre du conseil municipal - **Champforgeuil**, France | Mourad Laoues, Membre du conseil municipal - **Chalon-sur-Saône**, France | Françoise Verjux-Pelletier, Departmental Councilor - **Saône-et-Loire**, France | Marie-Noëlle Le Carrer, Deputy Maire - **Givry**, France | Christine Leclercq, Membre du conseil municipal - **Mont-Saint-Aignan**, France | Annie Sassignol, Maire - **Champforgeuil**, France | Philippe Brugère, Maire - **Meymac**, France | Nathalie Appéré, Maire - **Rennes**, France | Johanna Rolland, Maire - **Nantes**, France | Joël Bigot, Maire - **Petite Couronne**, France | François Vauglin, Maire - **XI District of Paris**, France | Bertagnoli Kévin, Membre du conseil municipal - **Besançon**, France | Sonia Zdorovtsoff, Deputy Maire - **Lyon**, France | Cedric Van Styvendael, Maire - **Villeurbanne**, France | Mathieu Klein, Maire - **Nancy**, France | Bernd Zieger, Membre du conseil municipal - **Heidelberg**, Allemagne | Zara Dilan, Membre du conseil municipal - **Heidelberg**, Allemagne | Luísa Moret i Sabidó, Maire - **Sant Boi de Llobregat**, Espagne | Anna Vadillo García, Membre du conseil municipal - **Gelida**, Espagne | Alba Martínez, Membre du conseil municipal - **Sant Boi de Llobregat**, Espagne | José Luis Sánchez Martín, Maire - **Miranda de Azán**, Espagne | Lluís Mijoler, Maire - **El Prat de Llobregat**, Espagne | Mario Téllez Molina, Membre du conseil municipal - **Vila-seca**, Espagne | Jonatan Fornés Martínez, Membre du conseil municipal - **Santa Coloma de Gramenet**, Espagne | Sergi Morales Díaz, Second Deputy Maire - **Mataró**, Espagne | Txelo Auzmendi, Maire - **Asparrena (Basque Country)**, Espagne | Aizpea Otaegi, Maire - **Orereta (Basque Country)**, Espagne | Ander Oroz, Maire - **Ansoain (Basque Country)**, Espagne | Joan Basagañas Camps, Maire - **Sant Just Desvern**, Espagne